



---

Conseil de sécurité

**Briefing sur le Soudan**

New York, le 18 juin 2024

Déclaration lue par Riccarda Chanda,  
Représentante permanente adjointe de la Suisse

---

Monsieur le Président,

Je remercie la Sous-Secrétaire générale pour l'Afrique et la Directrice d'OCHA pour leurs exposés. Et je remercie en particulier Limiaa Ahmed pour son témoignage courageux et alarmant.

Les souffrances persistantes du peuple soudanais et l'énorme tribut payé par les civils sont inacceptables. Nous sommes choqués par la violence brutale à leur encontre, dont le massacre de Wad An-Noura ce mois, qui aurait été commis par les Forces de soutien rapide (RSF), n'est qu'un des derniers exemples. Avec le siège d'El Fasher et les combats qui se poursuivent dans d'autres régions du pays, il est probable que d'autres atrocités commises soient révélées. Rendre compte de tous ces crimes est essentiel. Ce point a également été souligné par la mission d'établissement des faits aujourd'hui au Conseil des droits de l'homme.

Avec l'adoption de la résolution 2736, ce Conseil a envoyé un message fort et clair aux RSF et à toutes les parties au conflit de cesser immédiatement les hostilités. Je réitère les points suivants à cet égard :

Tout d'abord, le respect du droit international, notamment du droit international humanitaire et des droits humains, n'est pas un choix, mais une obligation. La Suisse condamne fermement toutes les violations à cet égard, notamment les violences sexuelles à l'encontre des femmes et des filles. En outre, le dernier rapport annuel du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés indique une forte augmentation des violations graves des droits des enfants, y compris des cas vérifiés de recrutement pour le combat, notamment au Darfour. Les parties listées dans le rapport pour des telles violations doivent s'engager sans délai avec l'ONU afin de définir des mesures concrètes pour mettre fin à ces violations. Nous réitérons également notre appel et celui de ce Conseil aux États membres à respecter l'embargo sur les armes, dont les violations entraînent des sanctions selon la résolution 1591, et à s'abstenir de toute ingérence extérieure alimentant le conflit.

Deuxièmement, le personnel et les installations humanitaires et médicales doivent être protégés conformément au droit international, comme le rappellent les résolutions 2286 et 2730. Nous sommes consternés par la poursuite des attaques, y compris contre l'hôpital sud d'El Fasher par les RSF la semaine dernière, l'un des derniers hôpitaux fonctionnels dans la région. La Suisse condamne ces actes avec la plus grande fermeté. Nous adressons nos sincères condoléances aux différentes organisations pour la perte de leur personnel, principalement local. Les cas les plus récents concernent MSF, Relief International et le Croissant-Rouge soudanais.

Troisièmement, le risque imminent de famine pour des centaines de milliers de Soudanaises et Soudanais a été souligné par la résolution 2736. Les parties ont la responsabilité urgente de permettre un accès rapide, sûr et sans entrave à travers les frontières et les lignes de front. Ceci est particulièrement urgent avant la saison des pluies, qui rendra encore plus difficile la livraison d'aide humanitaire. Nous reconnaissons les progrès réalisés en matière de visas et d'autorisations de voyage délivrés par les autorités soudanaises au cours des dernières semaines. Nous appelons à une coopération durable à cet égard. La Suisse continue de financer la réponse humanitaire et insiste sur l'importance de respecter les engagements pris lors de la Conférence de Paris.

Pour conclure, une solution négociée et durable reste la seule issue à ce conflit. Il ne se résoudra pas sur le champ de bataille. Les parties doivent retourner à la table des négociations afin de trouver une solution pacifique, inclusive et dirigée par les Soudanaises et Soudanais. Nous soutenons pleinement les efforts de l'Envoyé personnel à tous les niveaux. Cela inclut la retraite de l'Union africaine, de la Ligue des États arabes, de l'Union européenne, de l'IGAD et de l'ONU à Djibouti, annoncée lors de la conférence consultative qui s'est tenue au Caire la semaine dernière.

Monsieur le Président,

Face à cette crise d'origine humaine, nous devons rester unis dans notre engagement à mettre fin au conflit, à revitaliser le processus politique et à répondre aux aspirations du peuple soudanais pour une paix durable et équitable. La résolution 2736 doit être pleinement mise en œuvre.

Je vous remercie.

---

*Unofficial Translation*

Mr. President

I would like to thank the Assistant Secretary-General for Africa and the Director of OCHA for their presentations. Let me express my particular gratitude to Limiaa Ahmed for her courageous and alarming testimony.

The continuing suffering of the Sudanese people and the enormous toll being paid by civilians are unacceptable. We are shocked by the brutal violence against them, with this month's massacre in Wad An-Noura, allegedly committed by the Rapid Support Forces (RSF), as just one of the latest examples. With the siege of El Fasher and fighting continuing in other parts of the country, it is likely that further atrocities will come to light. Ensuring accountability for all these crimes is essential. This point was also made by the Fact-Finding Mission at the Human Rights Council today.

By adopting resolution 2736, this Council has sent a strong and clear message to the RSF, and indeed to all parties to the conflict, to cease hostilities immediately. In this regard, I reiterate the following points:

First of all, respect for international law, in particular international humanitarian law and human rights law, is not a choice but an obligation. Switzerland strongly condemns all violations in this respect, in particular sexual violence against women and girls. Moreover, the latest annual report of the Secretary-General on children and armed conflict shows a sharp increase in grave violations of children's rights, including verified cases of recruitment for active combat, in particular in Darfur. The parties listed in the report for such violations must immediately engage with the UN to define concrete measures to end such violations. We also reiterate our call, and that of this Council, to Member States to respect the arms embargo, whose violations are subject to sanctions under Resolution 1591, and to refrain from any external interference that fuels the conflict.

Second, humanitarian and medical personnel and facilities must be protected in accordance with international law, as set out in resolutions 2286 and 2730. We are dismayed by the continuing attacks, including last week's RSF attack on the Southern Hospital in El Fasher, one of the only remaining functioning hospitals in the region. Switzerland condemns these acts in the strongest possible terms. We express our sincere condolences to the various organisations for the loss of their staff, most of whom were locals. The latest cases concern MSF, Relief International and the Sudanese Red Crescent.

Third, the imminent risk of starvation for hundreds of thousands of Sudanese was highlighted in Resolution 2736. The parties have an urgent responsibility to facilitate rapid, safe and unhindered access across borders and front lines. This is particularly urgent ahead of the rainy season, which will further complicate the delivery of humanitarian assistance. We acknowledge the progress made by the Sudanese authorities in recent weeks on visas and travel permits. We call for continued cooperation in this regard. Switzerland continues to fund the humanitarian response and underlines the importance of respecting the commitments made at the Paris Conference.

To conclude, a negotiated and lasting solution remains the only way out of this conflict. It will not be resolved on the battlefield. The parties must return to the negotiating table to find a peaceful, inclusive and Sudanese-led solution. We fully support the Personal Envoy's efforts at all levels. This includes the planned retreat of the African Union, the League of Arab States, the European Union, IGAD and the UN in Djibouti, announced at the consultative conference held in Cairo last week.

Mr. President

In the face of this man-made tragedy, we must remain united in our commitment to ending the conflict, revitalizing the political process and meeting to the aspirations of the Sudanese people for a lasting and just peace. Resolution 2736 must be fully implemented.

Thank you.